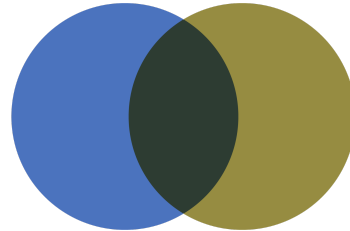




Quinn SLOBODIAN

NÉOLIBÉRALISME TARDIF



Prologue

Lorsqu'en 2016, Donald Trump accède pour la première fois à la Maison blanche, les vaincus troquent bientôt leur stupeur initiale contre deux types d'interprétations. Pour les uns, le succès du magnat de l'immobilier procède d'une révolte, certes mal dirigée, contre l'ordre néolibéral des décennies précédentes. Tout milliardaire qu'il est, le candidat républicain aurait réussi à galvaniser ceux qu'on appelle les « perdants » de la mondialisation en leur promettant tout à la fois de relocaliser les industries, de fermer les frontières aux travailleurs migrants et de venger le peuple des humiliations infligées par les élites culturelles. À l'inverse, les tenants de la seconde interprétation insistent plutôt sur les continuités entre la nouvelle administration et celles qui l'ont précédée. Car derrière les postures populistes de Donald Trump, la fiscalité régressive et la déréglementation des flux financiers sont plus que jamais à l'ordre du jour. Loin du changement radical annoncé, on n'assisterait qu'au ravalement de façade d'un capitalisme ébranlé par la crise de 2008.

Aux yeux de l'historien canadien Quinn Slobodian, la thèse d'une rupture avec le néolibéralisme n'est pas fondée. Pour autant, il se garde bien de sous-estimer la nouveauté représentée par le trumpisme. Son attention se porte en effet sur les mutations internes au néolibéralisme dont le second mandat de Donald Trump est aujourd'hui l'aboutissement. C'est que pour lui, néolibéral n'est pas le nom d'une doctrine économique fixée dans le marbre et attachée à la libre circulation des facteurs de production. Il y voit plutôt l'expression changeante d'un souci persistant : celui de sanctuariser la rentabilité du capital en la préservant des menaces auxquelles l'exposent les manifestations de la souveraineté populaire.

Ainsi, après la crise de 1929, les néolibéraux se sont surtout alarmés de l'essor des totalitarismes. Le nazisme, et bien davantage encore le communisme. Puis, dans les premières décennies d'après-guerre, leur inquiétude s'est déplacée vers le « socialisme rampant » qu'ils associaient

aussi bien au compromis social keynésien qu'à la décolonisation du Sud global. Pour autant, les penseurs néolibéraux que Quinn Slobodian décrit dans son livre *Les Globalistes* n'ont pas plaidé pour le retour au laisser-faire d'avant 1914. Ils ont plutôt milité pour un redéploiement du pouvoir d'État et des règles du droit international destiné à prémunir les mécanismes du marché contre les demandes d'égalité susceptibles de les compromettre.

Jusqu'à la fin de la guerre froide, les intellectuels dont Quinn Slobodian étudie la trajectoire demeurent relativement confiants dans la possibilité de discipliner les régimes démocratiques. En revanche, la chute de l'empire soviétique les trouve paradoxalement un peu désenchantés mais aussi plus ambitieux qu'auparavant. Désormais convaincus que la démocratie, même dûment corsetée, est incompatible avec l'épanouissement de la liberté telle qu'ils la conçoivent, certains d'entre eux, généralement qualifiés de libertariens, vont alors imaginer des solutions plus radicales.

Les uns, dont Quinn Slobodian relate les aventures dans *Le Capitalisme de l'apocalypse*, gagent l'avenir dont ils rêvent sur la multiplication de zones franches. Celles-ci sont tantôt constituées en cités-états souveraines et tantôt insérées dans le territoire d'états-nations existants. Mais dans les deux cas, l'important est que ces enclaves soient affranchies de toute forme de contrôle démocratique. Quant aux protagonistes de *Hayek's Bastards*, le plus récent des livres de l'historien, c'est sur la réhabilitation de thèses que l'on croyait définitivement disqualifiées, en matière de monnaie, d'intelligence et même de race, qu'ils entendent construire une société imperméable aux revendications égalitaires.

Longtemps, les « bâtards de Hayek » dépeints par Slobodian sont restés cantonnés dans les marges sulfureuses du monde académique. Reste que désormais, leurs disciples et leurs idées sont au cœur de l'appareil d'État de la plus grande puissance mondiale. C'est pourquoi il nous a semblé si important de demander à l'historien des mutations de la pensée néolibérale de nous éclairer sur la généalogie du trumpisme.

Notre entretien avec Quinn Slobodian a eu lieu à Paris, le premier février 2025.

Sommaire

Chapitre 1

L'administration Trump : portrait de familles

- portrait de Russell Vought
- portrait de Marc Andreessen
- portrait de David Sacks
- portrait de Pete Hegseth
- portrait de Stephen Miller
- timeline "Géants de la tech : l'élargissement du cercle des amis de Trump"

Vidéo du premier chapitre de l'entretien ⇨ <https://youtu.be/neB4mheSPRk>

Chapitre 2

Le blues des néolibéraux à la fin de la Guerre froide

- portrait de Ludwig von Mises
- portrait de Murray Rothbard

Vidéo du deuxième chapitre de l'entretien ⇨ <https://youtu.be/mFFNLuyYrf4>

Chapitre 3

La gestion du capital humain : nativisme, QI, natalisme

- portrait de Charles Murray
- portrait de Leon Louw
- portrait de Peter Brimelow

Vidéo du troisième chapitre de l'entretien ⇨ <https://youtu.be/TIVYmfR5oHA>

Chapitre 4

La circulation des biens : éloge des tarifs douaniers

- portrait de Robert Lighthizer
- Assouplissement quantitatif

Vidéo du quatrième chapitre de l'entretien ⇨ <https://youtu.be/E7gXkNAkM1k>

Chapitre 5

La conjuration de l'inflation : l'or et les cryptomonnaies

- La fièvre de l'étalon-or
- Cryptomonnaies

Vidéo du cinquième chapitre de l'entretien ⇨ https://youtu.be/Rfox_DSNBM8

Chapitre 6

Du corsetage de la souveraineté au privilège de l'exécutif

- The Heritage Foundation et le Projet 2025
- portrait de Curtis Yarvin

Vidéo du sixième chapitre de l'entretien ⇨ <https://youtu.be/ipC9OSOR78o>

Chapitre 7

Nostalgie et technofuturisme

- portrait de Scott Bessant
- portrait de Howard Lutnick

Vidéo du septième chapitre de l'entretien ⇨ <https://youtu.be/CtfGtlCjAWc>

Chapitre 8

Le catch comme allégorie du trumpisme

- La culture catch de Donald Trump

Vidéo du huitième chapitre de l'entretien ⇨ <https://youtu.be/J8lplrMXZpO>

Textes écrits par : Alexandra Bucher, Michel Feher, Aurélie Windels et Vincent Berthe

Chapitre 1

L'administration Trump : portrait de familles



Russell Vought

Russell Vought est l'actuel directeur du Bureau de la Gestion et du Budget (Office of Management and Budget – OMB) de l'administration Trump – poste qu'il retrouve après l'avoir déjà occupé de juillet 2020 à janvier 2021. Vought, qui aime à se définir comme un nationaliste chrétien, a été pendant sept ans le vice-président de *Heritage Action for America*, organe de lobbying et de plaidoyer du think tank conservateur *The Heritage Foundation*, et attaché à soutenir des candidats prompts à "restaurer l'épanouissement humain".

En 2021, il a fondé le Center for Renewing America, un groupe de réflexion ouvertement réactionnaire qui vise à rendre à l'Amérique sa qualité de "nation soumise à Dieu", que ce soit en promouvant le christianisme au sein du gouvernement, ou en purgeant un "État profond" prétendument infiltré par la "théorie critique de la race" (Critical Race Theory) et "l'idéologie radicale woke".

À la fois libertarien et défenseur du privilège exécutif, Russell Vought a rédigé le chapitre sur le Bureau Exécutif du Président des États-Unis dans le Projet 2025 de *The Heritage Foundation*. Pour lui, il est indispensable de s'attaquer à l'État administratif pour deux raisons principales. D'une part, parce qu'il est "excessivement coûteux" – et doit donc faire l'objet de coupes sombres. D'autre part, parce qu'il est politiquement trop ambitieux, dans la mesure où les agences publiques ont tendance à vouloir usurper le pouvoir exécutif du Président.

Le rôle de l'OMB, outre d'établir le budget de l'État, est de déterminer si les programmes, les politiques et les procédures des agences américaines sont conformes aux politiques du Président. À la tête de son ministère, main dans la main avec le Département de l'Efficacité Gouvernementale d'Elon Musk, Russell Vought joue un rôle clé dans la réduction des budgets fédéraux, le démantèlement des agences associées à l'"État profond" et le licenciement d'un grand nombre de fonctionnaires. Mais au-delà de ces considérations budgétaires, le Républicain conservateur est également investi d'une mission, celle de s'assurer que les agents de l'État font preuve d'une double loyauté : envers Dieu, en adhérant aux valeurs nationalistes chrétiennes qui lui sont chères, et envers Donald Trump, en s'engageant à mettre en œuvre sans ambages l'agenda du Président.



Marc Andreessen

Né en 1971, Marc Andreessen est un ingénieur logiciel et un investisseur de la Silicon Valley. En 1993, il développe, avec Eric Brina, NCSA Mosaic, le premier navigateur à intégrer des images, et fait exploser la popularité du World Wide Web. En 2009, après avoir œuvré au développement d'un certain nombre de logiciels à succès, Andreessen cofonde avec Ben Horowitz le fonds de capital-risque Andreessen Horowitz, communément appelé a16z dans la Silicon Valley. Grâce à un investissement de 4,5 milliards de dollars réalisé en 2022, a16z est actuellement le plus grand bailleur de fonds de la crypto-industrie.

Andreessen se décrit lui-même comme un libertarien et un « techno-optimiste ». En octobre 2023, il publie le « Manifeste techno-optimiste » sur le site web d'a16z, dans lequel il présente sa vision d'un avenir rendu possible grâce à la technologie. Malgré des déclarations inclusives - « Nous pensons que la technologie est universaliste. La technologie ne se soucie pas de votre appartenance ethnique, race, religion, origine nationale, sexe, sexualité, opinions politiques, taille, poids, cheveux ou absence de cheveux » - son manifeste célèbre surtout l'avènement d'un monde dans lequel la technologie et les marchés non réglementés offriront des opportunités à tous.

Grand promoteur des enclaves protégées de toute forme de démocratie dont parle Quinn Slobodian dans *Le Capitalisme de l'apocalypse*, Andreessen réalise son rêve libertarien en contribuant à fonder Próspera avec Peter Thiel et Sam Altman, le PDG d'OpenAI. Située au Honduras, Próspera est une ville privée où les entreprises échappent aux réglementations et peuvent prospérer librement.

Aux côtés d'Horowitz, Andreessen a joué un rôle clé dans le changement progressif d'allégeance politique de la Silicon Valley en faveur du Parti républicain. S'il n'occupe pas de poste au sein de l'administration Trump, Andreessen a tout de même été déterminant dans l'élaboration de Trump 2.0. Il a notamment été très impliqué dans la sélection des candidats assignés à la mission de réduction des programmes et de licenciement du personnel du Département de l'Efficacité Gouvernementale (DOGE). Avant l'élection présidentielle de 2024, Andreessen était l'un des principaux donateurs de la campagne de Trump au Super PAC *Right for America*, contribuant personnellement à hauteur de 4,5 millions de dollars et de 7 millions de dollars par l'intermédiaire d'a16z.



David Sacks

Nommé "Tsar de l'IA et de la crypto de la Maison Blanche" par Donald Trump en décembre 2024, David Sacks est un entrepreneur et un investisseur de la Silicon Valley sans aucune expérience gouvernementale préalable. Membre de la première heure de la mafia PayPal – il était directeur des opérations (COO) quand eBay a racheté PayPal en 2002 –, il est resté proche d'Elon Musk et de Peter Thiel qui, comme lui, sont nés en Afrique du Sud sous le régime de l'apartheid.

Paléo-libertarien de longue date – il a coécrit *The Diversity Myth : Multiculturalism and the Politics of Intolerance* avec Peter Thiel en 1995 –, Sacks a récemment joué un rôle notable dans la dérive droite de la Silicon Valley grâce à son podcast sur le business et la technologie *All-In* – 766 000 abonnés sur YouTube –, qu'il co-anime avec trois autres investisseurs en capital-risque, Jason Calacanis, Chamath Palihapitiya et David Friedberg.

C'est grâce à son amitié avec J.D. Vance que Sacks se rapproche d'abord de Donald Trump. En juin 2024, il organise une collecte de fonds qui recueille 12 millions de dollars pour le financement de la campagne du candidat républicain. Ses missions gouvernementales en tant que tsar de l'IA et des cryptomonnaies n'ont pas été précisément définies par le président des États-Unis, mais l'idée générale est claire : il s'agit de lever toute forme de réglementations contraignantes impactant ces deux technologies censément cruciales pour rendre à l'Amérique sa grandeur. Sacks est un "employé spécial du gouvernement", un statut qui lui permet d'en être membre sans avoir ni à se soumettre à des audiences de confirmation, ni à divulguer ses états financiers. Par conséquent, il restera gérant associé de Craft Ventures, le fonds de capital-risque qu'il a cofondé.



Pete Hegseth

Pete Hegseth n'est pas pour rien le secrétaire à la Défense de Donald Trump. Lorsqu'il était co-animateur de *Fox & Friends*, l'une des émissions préférées de Trump, Hegseth n'a pas seulement réussi à persuader celui qui était alors le 45ème président des États-Unis de gracier trois soldats américains inculpés pour crimes de guerre en Afghanistan et en Irak (en 2019). Il a également imité son patron actuel en achetant le silence d'une femme qui l'accusait de viol (en 2017). Plus largement, Hegseth correspond en tout point à l'image que la nouvelle administration Trump se fait d'un secrétaire à la Défense.

Premièrement, après avoir servi trois fois dans l'armée (2003-2006, 2010-2014, 2019-2021), notamment en tant que garde national à la prison de Guantanamo, puis comme volontaire en Irak et en Afghanistan, il a démissionné de ce qu'il appellera plus tard une "armée woke" lorsqu'on lui a interdit d'assister à l'investiture de Joe Biden en raison de son tatouage *Deus vult* - une référence aux Croisades, signe notoire d'allégeance à l'extrême-droite nationaliste chrétienne.

Deuxièmement, "nationaliste chrétien" est précisément la façon dont Hegseth se définit lui-même. C'est à ce titre qu'il attribue le déclin de la "gloire" de l'armée américaine aux politiques DEI (Diversité, Équité, Inclusion) et qu'il mise sur le renvoi des soldats transgenres, l'exclusion des femmes des postes de combat et la réduction drastique du nombre d'officiers non blancs et non chrétiens pour restaurer cette gloire. Récemment, ne serait-ce que pour rendre ses intentions plus claires, il a décidé d'introduire un "service de prière et de culte chrétien du secrétariat à la Défense" dans l'auditorium du Pentagone - un événement mensuel destiné à louer Dieu, mais aussi Donald Trump, le leader que le Seigneur a donné aux États-Unis.

Troisièmement, en matière de gestion, l'approche de Pete Hegseth est également inspirée par celle de l'homme qu'il sert. Au milieu des années 2010 - avant de devenir animateur à plein temps sur Fox News - le secrétaire à la Défense a été contraint de démissionner des "deux groupes de défense à but non lucratif qu'il dirigeait - *Veterans for Freedom* et *Concerned Veterans for America* - face à de graves allégations de mauvaise gestion financière, d'inconvenance sexuelle et de mauvaise conduite personnelle¹.

Enfin, depuis sa nomination à la tête du Département de la Défense, Hegseth a fait preuve d'une conception des frontières entre sphères privée et professionnelle elle aussi inspirée des pratiques de la galaxie Trump. À l'approche d'une opération de bombardement au Yémen, il n'a pas su résister à l'envie de partager des informations sensibles avec un journaliste de *The Atlantic*, lors d'une conversation sur Signal, et d'inviter sa femme à plusieurs réunions confidentielles. Toutefois, davantage que son comportement irresponsable, ce qui est le plus frappant dans cette affaire, reste l'empressement de Hegseth à se vanter de la mort imminente de civils yéménites.

¹ Jane Mayer, "[Pete Hegseth's secret history](#)", *The New Yorker*, December 1, 2024.



Stephen Miller

Stephen Miller est le Chef de Cabinet adjoint de la Maison-Blanche chargé de la Politique et conseiller à la Sécurité intérieure des États-Unis. Il était déjà membre de l'administration Trump tout au long du premier mandat du président, en tant que conseiller principal pour la Politique et Directeur de la rédaction des discours de la Maison-Blanche. À ce titre, il

a rédigé les politiques d'immigration les plus extrêmes de Trump, notamment le décret de 2017 imposant une interdiction de voyager aux citoyens de sept pays à majorité musulmane - l'Irak, la Libye, la Somalie, le Soudan, la Syrie et le Yémen - et la politique de séparation des familles, qui visait à dissuader les migrants en éloignant les enfants de leurs parents à la frontière.

Fervent défenseur de la suprématie blanche depuis ses années de lycée en Californie, Stephen Miller a commencé sa carrière politique en tant que collaborateur du sénateur républicain de l'Alabama - et futur ministre de la Justice - Jeff Sessions, avant de rejoindre l'équipe de campagne de Donald Trump et de jouer un rôle de premier plan à la Maison-Blanche. Entre les deux présidences de Trump, il a cofondé, en 2021, America First Legal, pour "lutter contre les actions du pouvoir exécutif qui ne respectent pas la loi et la *gauche radicale*" (non souligné dans le texte).

Selon Stephen Miller, America First Legal est "la réponse tant attendue à l'ACLU" (Union américaine pour les libertés civiles). En tant que telle, sa mission est "d'utiliser tous les outils juridiques disponibles" pour empêcher la "gauche radicale" "d'ouvrir les frontières de l'Amérique, de paralyser l'énergie américaine, d'essayer de prendre le contrôle des élections américaines et de violer les droits civils fondamentaux du peuple américain".

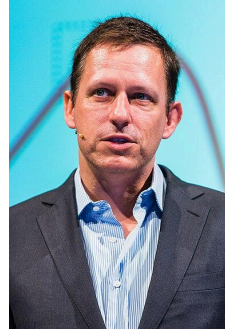
La dernière contribution de Miller au régime Trump 2.0 concerne l'habeas corpus - le droit d'une personne à contester sa détention devant un tribunal. Selon le conseiller à la Sécurité intérieure, Donald Trump a le droit d'expulser des ressortissants étrangers vers le Salvador sans aucune forme de contrôle judiciaire, car la Constitution autorise le président à suspendre l'habeas corpus en période de rébellion et d'invasion.

Timeline

Géants de la tech : l'élargissement du cercle des amis de Trump

21 juillet 2016

Cleveland, Ohio. Dernier jour de la convention républicaine. Peter Thiel, cofondateur de PayPal, Palentir Technologies et Founders Fund, chantre du libertarianisme conservateur, monte sur scène pour afficher son soutien au candidat Donald Trump : "Je crée des entreprises et je soutiens des gens qui bâtissent de nouvelles choses, des réseaux sociaux aux vaisseaux spatiaux. Je ne suis pas un politicien. Mais Donald Trump non plus. C'est un bâtisseur. Et il est temps de rebâtir l'Amérique."



14 juillet 2024

Celui qui deviendra le "First Buddy" du Président quelques mois plus tard annonce officiellement sur X son soutien au candidat républicain. Elon Musk avait déjà déclaré vouloir changer de camp, en mai 2022, après les enquêtes fédérales menées sur la sécurité des autopilotes Tesla et le rachat de Twitter ; avant de réintégrer Trump au réseau social puis de multiplier les tweets reprenant les thèmes de prédilection de ce dernier.

19 juillet 2024

L'épiphanie masculiniste qui s'est emparée de Mark Zuckerberg depuis ses velléités de combats MMA lui offre un nouveau regard sur le futur Président, avec qui il entretient pourtant des relations tendues depuis près d'une décennie. "Voir Donald Trump se relever après avoir reçu une balle au visage et brandir le poing sur fond de drapeau américain est l'une des choses les plus badass que j'aie vues de ma vie", déclare-t-il à Bloomberg. Il rencontrera son nouveau modèle d'homme fort à Mar-a-Lago en décembre, avant d'annoncer le don d'1 million de dollars au fond d'investissement de Trump puis d'embrasser les préconisations du nouveau gouvernement en matière de vérification des faits, de diversité et de gestion des performances au sein de son entreprise Meta.





6 novembre 2024

Les messages de chaleureuses félicitations adressés sur X au Président élu affluent depuis la Silicon Valley. Beaucoup manifestent leur impatience de collaborer avec la nouvelle administration, tel le PDG d'Uber, Dara Khosrowshahi, qui, peu amène en 2017 à l'égard de l'action présidentielle, s'enthousiasme désormais pour la "victoire éclatante" de Donald Trump et la perspective "d'élever le niveau de la flexibilité au travail". Il fera don de 2 millions de dollars au fonds d'investissement, l'un au nom d'Uber, l'autre à titre personnel. C'est également le cas de Tim Cook, PDG d'Apple, qui confie sa hâte de travailler avec le cabinet Trump pour faire "briller" les États-Unis. Lors de son passage à Mar-a-Lago le mois suivant, il abordera avec le Président la question de l'exemption des droits de douane. Nous ne savons pas si l'amende de 13 milliards de dollars qu'Apple risque de se voir infligée en Europe pour fraude fiscale a été évoquée lors de ce dîner.



25 octobre 2024

Pour la première fois en 40 ans, le Washington Post, propriété de Jeff Bezos, annonce qu'il ne soutiendra aucun candidat à l'élection présidentielle. Quelques semaines plus tard, lors du NYT DealBook Summit, le PDG d'Amazon se déclare "très optimiste" quant à la présidence Trump, notamment parce que le Président élu, à qui il se dit prêt à apporter son aide, "semble avoir beaucoup d'énergie pour réduire la réglementation". Il contribuera lui aussi, au nom de ses entreprises, notamment Blue Origin – qui dépend des commandes publiques – à hauteur d'1 million de dollars au fond d'investissement de Donald Trump.

Dara Khosrowshahi - Août 2017



Dara Khosrowshahi - Novembre 2024



21 novembre 2024

Sundar Pichai, PDG de Google et de sa société mère Alphabet, appelle personnellement Donald Trump pour le féliciter pour "sa victoire décisive". "Nous sommes à un âge d'or de l'innovation américaine et nous sommes déterminés à travailler avec [la nouvelle] administration pour aider à en faire profiter tout le monde", déclare le chef d'entreprise. Il figurera au premier rang lors de l'investiture du 20 janvier qui acte le départ des membres du ministère de la Justice à l'origine de l'offensive antitrust contre Google qui pourrait contraindre le groupe à vendre sa mine d'or, Google Chrome.

13 décembre 2024

En novembre 2016, se tenait à Mountain View une réunion à l'ambiance lourde. Le cofondateur de Google, Sergey Brin, déplorait le résultat de l'élection qui installait Donald Trump au pouvoir. Il qualifiait ce résultat de "triste", "profondément offensant" et "contraire aux valeurs de Google", tandis que la directrice financière, Ruth Porat, l'écoutait les larmes aux yeux. En janvier 2017, Sergey Brin participait, "indigné", à une manifestation contre l'arrêté anti-immigration du gouvernement, se présentant lui-même comme "un immigré et réfugié". Huit ans plus tard, Sergey Brin s'emploie, à Mar-a-Lago, à s'attirer les faveurs de l'administration qui s'apprête à reprendre les rênes du pouvoir, tandis que Ruth Porat se réjouit au Forum économique de Davos de "la formidable opportunité de travailler avec Trump 2.0".



3 janvier 2025

Dans un billet de blog, Brad Smith, PDG de Microsoft, affiche sa confiance en l'avenir économique de son pays sous la nouvelle présidence Trump et annonce que son entreprise compte investir 80 milliards de dollars pour le déploiement de l'IA. Tout en félicitant le locataire de la Maison Blanche pour les décisions prises lors de son premier mandat, il fait part d'une réflexion teintée d'espoir : "Les États-Unis ne peuvent pas se permettre de ralentir le secteur privé avec des réglementations lourdes.". Sans doute fait-il notamment référence aux objectifs environnementaux sur lesquels la nouvelle administration devrait se montrer peu pointilleuse, laissant Microsoft continuer à faire s'envoler ses émissions carbonees - +29% en 2023 - au nom du développement économique et technologique.



16 décembre 2024

"Pendant mon premier mandat, tout le monde était contre moi. Maintenant, c'est bien simple, je n'ai que des amis ! Quelque chose a dû changer dans ma personnalité...", se délecte Donald Trump devant la presse à l'occasion du défilé des géants de la tech dans sa résidence de Floride.





19 janvier 2025

Soutien des Démocrates depuis qu'il a glissé son premier bulletin Al Gore dans l'urne en 2000, Joe Gebbia, cofondateur d'Airbnb fait une déclaration enflammée à Donald Trump et Robert Kennedy Jr dans un très long post sur X. S'il déclarait en août 2018 que la politique trumpiste à la frontière mexicaine était "sans cœur, cruelle, immorale et contraires aux valeurs américaines", le designer a désormais bien réfléchi : Donald Trump "n'est pas un fasciste déterminé à détruire la démocratie". Le Président est un homme qui "se soucie profondément de la nation", prompt à "ramener du bon sens" dans une Amérique dévoyée et ayant à cœur de sécuriser les frontières. Joe Gebbia a, en février 2025, intégré le DOGE d'Elon Musk.

10 mars 2025

Le cumul des pertes en capitalisation boursière de Tesla, Amazon, Alphabet et Meta, depuis que leurs dirigeants ont orné les rangs de l'investiture de Donald Trump, atteint 1828 milliards de dollars. Les fortunes personnelles d'Elon Musk, Jeff Bezos, Sergey Brin et Mark Zuckerberg ont fondu de 204 milliards de dollars entre le 20 janvier et le 10 mars 2025.



Chapitre 2

Le blues des néolibéraux à la fin de la Guerre froide



Ludwig von Mises

La littérature sur le néolibéralisme présente souvent les pères fondateurs du mouvement comme des libéraux, tant sur le plan politique qu'économique. Leur souci premier aurait été de s'opposer à la montée des totalitarismes, qu'il s'agisse du nazisme, du fascisme ou du stalinisme. Pourtant, un examen plus approfondi des débuts du mouvement montre que ses représentants autrichiens – Ludwig von Mises et son protégé Friedrich Hayek en particulier – étaient avant tout préoccupés par le déclin des empires, dans le sillage de la Première Guerre mondiale, et par la montée en puissance du socialisme, y compris sa variante sociale-démocrate.

Né à Lemberg (aujourd'hui Lviv) en 1881, Ludwig von Mises s'est fait connaître dans les rangs de l'École autrichienne d'économie en menant la charge contre le socialisme. Développant un long article écrit en 1920, son livre *Socialism : An Economic and Sociological Analysis*, publié deux ans plus tard, a lancé ce que l'on a appelé le "débat sur le calcul économique en régime socialiste", qui opposait les défenseurs du libre marché comme Mises lui-même, Hayek ou encore Max Weber, aux partisans de la "planification rationnelle socialiste" tels que Otto Neurath.

Mises soutenait que seul le marché peut rendre compte de la complexité et de l'hétérogénéité des désirs individuels, et donc optimiser leur satisfaction. Les relations marchandes, expliquait-il, sont capables de traduire les préférences subjectives en utilités comparables parce qu'elles seules reposent sur cet instrument magique qu'est le mécanisme des prix. Selon les économistes autrichiens en effet, les prix sont des signaux informant les membres d'une société de ce que les autres veulent et de ce qu'ils ont à offrir. Dans la mesure où ils ne sont pas faussés, ils permettent donc aux acteurs du marché d'élaborer leurs propres plans librement et efficacement.

En revanche, selon Mises, les planificateurs ne peuvent formuler que des hypothèses grossières sur les besoins des citoyens qu'ils gouvernent. Incapables de discerner les aspirations et les aptitudes spécifiques de chacun, leurs calculs sont voués à produire des résultats médiocres et à engendrer un mécontentement généralisé au sein de la population. La force de la rhétorique de

Socialism réside dans son appel à la rationalité : quoi que l'on pense des intentions et des valeurs des socialistes, le livre affirme que leur projet est voué à l'échec puisque le mécanisme des prix n'y a aucune place. Selon les propres termes de Mises, le programme socialiste conduit à "l'abolition de l'économie rationnelle"².

Si sa critique a ancré un défi au long cours pour la gauche, Mises s'est un peu laissé emporter par ce qu'il considérait comme sa victoire définitive dans le débat sur le calcul. Contrairement à Hayek, qui l'avait suivi dans son attaque contre la planification, il ne s'est pas contenté de défendre les thèses qui allaient devenir la doctrine néolibérale standard, comme la réaffectation du rôle de l'État ou la critique de la notion de justice sociale. D'une part, la confiance de Mises dans le pouvoir immanent des prix était telle qu'au lieu de se contenter d'appeler l'État à protéger les mécanismes du marché contre les revendications démocratiques, il s'est rallié sans réserve au souhait libertarien de se débarrasser complètement de l'État. D'autre part, loin de se contenter de mettre en garde contre les effets pervers des politiques publiques égalitaires, il proclame que l'égalité elle-même est une notion fallacieuse : "Tout le pouvoir humain serait insuffisant pour rendre les hommes réellement égaux", écrit-il dans son livre *Liberalism*, publié en 1927. "Les hommes sont et resteront toujours inégaux".

Mises a avant tout formulé son opposition de principe à l'égalité en invoquant la méritocratie : tous les individus n'ont pas la chance d'être dotés des mêmes capacités, et contraindre ceux qui en ont le plus porterait préjudice à tout le monde. Cependant, comme le montre Quinn Slobodian dans *Hayek's Bastards*, il était ouvert à la possibilité que les inégalités soient innées – "on peut supposer que les races diffèrent en termes d'intelligence et de volonté" –, mais aussi enclin à croire que les gens préféreraient n'évoluer qu'au sein de leur propre groupe ethnique – "il y a peu d'hommes blancs qui ne frémiraient pas à l'idée de millions de Noirs ou de Jaunes vivant dans leur propre pays" – et certainement assez libertarien pour les laisser opter pour la ségrégation sur la base qu'ils jugeraient la plus appropriée. Aussi est-ce pour de bonnes raisons que les paléolibertariens aux penchants suprémacistes ont élu domicile à l'Institut Mises.

² Voir William Callison, [The Politics of Rationality in Early Neoliberalism: Max Weber, Ludwig von Mises, and the Socialist Calculation Debate](#) in *JHI* (83.2)



Murray Rothbard

Murray Rothbard (1926–1995) fut et demeure une figure intellectuelle centrale du mouvement libertarien aux États-Unis. Fondé sur le droit inaliénable des individus à posséder des biens, à en disposer comme ils l'entendent et à se libérer de toute obligation à laquelle ils ne sont pas contractuellement liés – sauf celle de ne pas porter atteinte aux droits de propriété d'autrui –, son libertarianisme a été inébranlable tout au long de sa vie. Sa fidélité envers cette conception maximaliste de la liberté individuelle l'a rendu hostile à toute forme d'intervention de l'État, que ce soit au nom de la justice sociale, de l'efficacité économique ou même de la sécurité nationale. Où il a fait preuve de plus de flexibilité, en revanche, c'est dans les choix stratégiques qu'il a adoptés pour faire avancer sa cause.

Élevé à New York par des parents juifs émigrés, Rothbard commence par gager le progrès de ses idées sur une *Old Right* déjà en perte de vitesse. Étudiant en économie à l'université de Columbia, il va même jusqu'à soutenir la candidature du sénateur ségrégationniste Storm Thurmond lors de la course présidentielle de 1948. Après avoir découvert l'École autrichienne d'économie et fait de Ludwig Von Mises son mentor, il a bénéficié du patronage du très conservateur Volker Fund, a écrit occasionnellement pour la *National Review*, et a rejoint la Société du Mont-Pèlerin dans les années 1950.

Cependant, Rothbard se sent bientôt de plus en plus mal à l'aise avec la droite fusionniste de William Buckley. Malgré son anticommunisme farouche, le soutien des conservateurs à l'impérialisme américain tout au long de la Guerre froide, et en particulier pendant la guerre du Viêt Nam, va à l'encontre de son pacifisme libertarien. Défendre la nation contre des ennemis extérieurs, soutient-il, est somme toute la manière dont l'État justifie son pouvoir despotique. D'où le bref flirt de Rothbard avec la Nouvelle Gauche anti-guerre à la fin des années 1960. Ayant forgé le concept d'anarcho-capitalisme, il nourrit l'espoir que les anarchistes de tous bords pourront s'unir contre le *Big Government* et tente même de défendre cet argument dans le magazine de gauche radicale *Ramparts*.

Rapidement désenchanté par l'idée d'un front anarchiste unifié, Rothbard décide de rejoindre les cercles néolibéraux, avec lesquels il a plus d'affinités, ce qui lui permettra de cofonder le Cato Institute au début des années 1970, avec l'aide financière de Charles Koch. Mais là encore, il est rapidement déçu quand il voit que l'aile hayékienne de l'institut se détourne du libertarianisme et se donne pour vocation de devenir un groupe de réflexion pour l'administration Reagan et le Parti républicain.

À la recherche d'un nouveau foyer, Rothbard le trouve à Auburn, en Alabama, où il crée, avec Lew Rockwell, le Mises Institute en 1982. Rockwell est à la fois un libertarien convaincu comme Rothbard et un fervent partisan de la ségrégation raciale, non certes en tant que politique d'état mais sur la base du volontariat. Les communautés devraient en effet être libres de choisir avec qui elles veulent cohabiter, soutient Rockwell. Or, si elles étaient en mesure d'exercer cette liberté, nul doute qu'elles choisiraient de s'entourer des membres de leur propre race. Rothbard, qui avait retenu la suggestion de son mentor Mises selon laquelle, nonobstant le nazisme, la théorie de la race pouvait contenir une part de vérité, s'empresse d'adopter le point de vue de son nouvel ami. Une société libertarienne, affirme-t-il désormais, exige des personnes culturellement et même naturellement disposées à comprendre et à apprécier les valeurs libertariennes. En revanche, une société exempte de ségrégation, et qui s'emploie en outre à proclamer l'égalité des races et des sexes, se condamne à produire une "sous-classe parasitaire" et un État nounou de plus en plus totalitaire pour répondre aux besoins de celle-ci.

Néanmoins, ce que Rothbard et Rockwell appellent maintenant le paléo-libertarianisme a besoin d'alliés pour prospérer. C'est dans l'autre camp paléo qu'ils vont alors les chercher, à savoir dans la coterie paléo-conservatrice, créée en réaction à la montée en puissance des néoconservateurs au sein du parti républicain. Les deux groupes se rencontrent à Dallas en 1990 et forment rapidement un club - le John Randolph Club, nommé, comme le raconte Quinn Slobodian, "d'après un esclavagiste dont la phrase fétiche était : "J'aime la liberté, je déteste l'égalité"". Lors de la campagne présidentielle de 1992, la paléo-alliance soutient la candidature de Pat Buchanan, qui veut tout à la fois abroger les lois sur les droits civiques des années 1960, les programmes sociaux du New Deal et l'interventionnisme impérial des États-Unis. Buchanan ne réussit pas à obtenir l'investiture républicaine et, quelques années plus tard, Rothbard lui tourne à son tour le dos. À lui et à sa cohorte de paléo-conservateurs, dont le protectionnisme, selon lui, "se transformait en une foi totale dans la planification économique et l'État-nation".

Une fois de plus marginalisé, Rothbard n'a pas vécu assez longtemps pour assister à la renaissance de son credo paléo-libertarien. Sa mémoire perdure cependant parmi ses admirateurs de la Silicon Valley, mais aussi grâce à Javier Milei, le Président argentin, qui a donné le nom de Rothbard à son chien cloné préféré.

Chapitre 3

La gestion du capital humain : nativisme, QI, natalisme



Charles Murray

"Il ne sera jamais le conservateur le plus célèbre du pays, mais il pourrait bien être le plus dangereux³". C'est ainsi que le *New York Times* définissait le politologue Charles Murray dans le long portrait qu'il lui consacrait à l'occasion de la sortie *The Bell Curve*, en 1994. Co-écrit avec le psychologue Richard J. Herrnstein, cet ouvrage, vendu à plus d'1,3 million d'exemplaires, *"est sans doute le livre le plus controversé publié aux États-Unis depuis la fin de la Guerre froide⁴"* souligne Quinn Slobodian. Sa thèse s'inscrit en effet dans la plus pure tradition eugéniste : si les Noirs sont disproportionnellement pauvres, incarcérés et dépendants de l'aide gouvernementale, c'est parce qu'ils ont un QI plus faible que les Blancs. Ils n'y peuvent rien, cela relève des gènes dont ils ont hérité, soutiennent Murray et Herrnstein.

Afin de donner corps à cette relation entre race, classe sociale, gènes et intelligence, les auteurs ont truffé le livre de graphiques, de tableaux et de statistiques, conférant une aura scientifique à leur brûlot racialisé. Ce qu'ils ne précisent pas, en revanche, c'est que nombre des références et sources qu'ils produisent ont été élaborées par des défenseurs de la pureté raciale dont la recherche a été financée par l'organisation suprémaciste blanche Pioneer Fund.

Dans ses écrits, Charles Murray tend à se présenter comme un chercheur accablé qui arrive à des conclusions troublantes avec le plus grand regret. Ce n'est pas lui qui parle, c'est la science. *"Je ne pense vraiment pas être raciste⁵"*, assure-t-il, précisant que s'il utilise le verbe modérateur "penser", c'est uniquement parce qu'il se méfie des affirmations péremptoires.

Tous les ouvrages du politologue ne s'inscrivent pas dans la veine racialisée de *The Bell Curve*. Le premier d'entre eux, *Losing Ground*, publié en 1984, s'attaquait principalement aux programmes sociaux et leurs bénéficiaires, qu'ils soient noirs ou blancs. En particulier les mères célibataires, cibles privilégiées de Charles Murray depuis plus de 40 ans. Dans ce livre, l'essayiste libertarien utilisait déjà la même méthode : remplir ses pages de données pseudo-scientifiques pour donner l'apparence du raisonnable à ses thèses antigouvernementales. Selon le dogme qu'il défend, les programmes sociaux causeraient plus de problèmes qu'ils n'en résolvent, alors autant les abolir.

³ Jason Deparle, "Daring Research or 'Social Science Pornography'?", *The New York Times*, October 9, 1994

⁴ Quinn Slobodian, "The Unequal Mind: How Charles Murray and Neoliberal Think Tanks Revived IQ", in *Capitalism: A Journal of History and Economics*, University of Pennsylvania Press, vol.4, N°1, Winter 2023.

⁵ Jason Deparle, *ibid.*

Responsables de l'émergence d'une sous-classe blanche, ils sont même tellement dangereux qu'ils pourraient, dans un avenir proche, contraindre les élites cognitives à avoir recours à la répression militaire pour contenir les hordes de faibles d'esprit. Et inutile de compter sur l'éducation publique, qui demeurera à jamais impuissante face à leurs limites intellectuelles, alors autant l'abolir elle aussi. *"Pour beaucoup de gens, il n'y a rien qu'ils puissent apprendre qui justifie le coût de l'enseignement"*, estime Murray.

Dans le dernier chapitre de *The Bell Curve*, Herrnstein et Murray disent espérer que leur livre suscitera un débat sur la manière de "manipuler la fertilité des personnes ayant un QI élevé ou faible". Trente ans plus tard, c'est dans la Silicon Valley libertarienne que cette idée s'est le plus largement développée. Ainsi des sociétés comme Genomic Prediction proposent aux futurs parents d'effectuer des tests sur les embryons afin de calculer leurs "scores polygéniques" et de donner naissance à une génération d'enfants génétiquement optimisés. Ces pratiques, qui connaissent un "essor alarmant" selon le magazine *Nature*, ravissent le milieu de la tech. Aussi Malcolm et Simone Collins, grands admirateurs de Trump et chantres du pronatalisme, se réjouissent-ils d'avoir offert au monde "le premier bébé sélectionné pour son intelligence"⁶. Quant à Elon Musk, il incite ses amis blancs et riches à imiter son activisme en matière de procréation - il est le géniteur de 14 enfants - en leur conseillant de regarder "Idiocracy". Le scénario de ce film dystopique fait frémir le patron de X : l'élite intelligente cesse de procréer, laissant les idiots peupler la Terre.

⁶ Raphaëlle Besse Demoulière, "Ces Américains en croisade pour faire le plus d'enfants possible, et sauver l'humanité", *Le Monde*, 29 octobre 2023



Leon Louw

Né en 1948, Leon Louw est un entrepreneur politique sud-africain issu d'une famille de suprémacistes blancs. Durant ses études, il flirte brièvement avec le marxisme avant de se convertir au néolibéralisme et de cofonder, en 1975, la Free Market Association of Southern Africa – un *think tank* libertarien affilié au réseau Atlas financé par Charles Koch. Désireux de modifier le régime de l'apartheid sans compromettre les intérêts de la minorité

blanche, il préconise un système de cantons ostensiblement semblable à celui de la Suisse, mais fondé en grande partie sur la séparation des "groupes sociaux, culturels et ethniques". Dans cette proposition, bien que le droit à la libre circulation se voit protégé par la Constitution pour le capital, les biens et les personnes de toutes races, on accorde malgré tout aux cantons "le droit de discriminer", compromettant de fait les droits de citoyenneté. Par ailleurs, les partis politiques ne sont autorisés que dans les cantons, tandis qu'un gouvernement national, prétendument neutre, est chargé d'endiguer les risques de conflits entre eux et de faire respecter les libertés du marché.

Louw développe cette vision dans *South Africa: The Solution*⁷, un livre publié en 1986 qu'il coécrit avec sa femme Frances Kendall. L'objectif avoué de son projet, comme il l'explique dans une interview accordée au *Time Magazine* un an plus tard, est de "permettre au tigre – la majorité noire – de sortir de sa cage sans que les Blancs ne soient dévorés⁸". Il s'est également efforcé de mettre en œuvre sa vision dans le bantoustan du Ciskei, jusqu'à la fin de l'apartheid, ce qui fait de lui un pionnier des "zones franches" libertariennes décrites par Quinn Slobodian dans *Le Capitalisme de l'apocalypse*.

Après la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, Louw a continué à mettre en garde contre les dangers de ce qu'il appelle la « démocratie sans limite », un régime qui, selon lui, "a conduit au communisme au Chili, au national-socialisme (le nazisme) en Allemagne et au règne de l'État providence dans de nombreuses régions d'Europe". Si le gouvernement de son pays s'est montré largement insensible à ses inquiétudes, il peut trouver un certain réconfort dans le fait que, sous l'administration Trump, les Afrikaners soient les seules personnes éligibles au statut de réfugié aux États-Unis.

⁷ Leon Louw et Frances Kendall, *South Africa: The Solutions*, Amagi Publications, 1986.

⁸ Quinn Slobodian, "[The Ciskei experiment: a libertarian fantasy in apartheid South Africa](#)", *The Guardian*, 23 mars 2023.



Peter Brimelow

Peter Brimelow est né en Angleterre en 1947. Citoyen américain naturalisé, il aime se faire appeler le parrain, ou du moins l'oncle protecteur, de l'*Alt-right* – titre qu'il mérite⁹. Il a en effet joué le rôle de connecteur entre plusieurs segments de l'extrême droite: influent auprès de certains membres de l'entourage de Donald Trump – comme Stephen Miller et Larry Kudlow –, il s'emploie aussi à relayer les thèses de Charles Murray et Richard Herrnstein sur le

répartition inégale de l'intelligence entre les races et contribue à la légitimation des suprémacistes blancs et néo-nazis les plus virulents qui entourent Richard Spencer.

Comme le rappelle Quinn Slobodian, Brimelow a connu une autre carrière avant d'endosser le rôle d'unificateur de la famille ethno-nationaliste. Jusqu'au début des années 1990, il a travaillé en tant que journaliste financier pour des publications généralistes, comme le *Financial Post*, *Fortune*, *Forbes*, *MarketWatch* et *National Review*. À l'époque, il est connu pour être un publiciste du néolibéralisme ordinaire, que ce soit par ses articles, son premier livre (*The Wall Street Gurus : How You Can Profit from Investment Newsletters*) ou bien ses interviews avec des sommités telles que Milton Friedman et Thomas Sowell.

Ce qui pousse Brimelow à embrasser la cause nativiste et à devenir un fervent défenseur de la fermeture des frontières, explique Quinn Slobodian, c'est son désaccord avec une autre mouvance du "collectif de pensée" néolibéral. À la fin de la Guerre froide, les pages éditoriales du *Wall Street Journal* et des universitaires comme l'économiste Julian Simon défendent ardemment l'ouverture des frontières, pour les capitaux, les biens, mais également les personnes. La libre circulation du capital humain, affirment-ils alors, est cruciale pour l'innovation, les investissements, la prospérité et, en fin de compte, les profits. Déterminé à contrer cet argument au nom de ses propres prémisses, Brimelow écrit d'abord un article dans le *National Review* intitulé "Time to Rethink Immigration ?", avant d'en faire un livre – *Alien Nation. Common Sense About America's Immigration Disaster*. En s'appuyant sur les propos de Herrnstein et Murray, selon lesquels le QI est déterminé par l'appartenance ethnique, il en vient à affirmer que si les marchés doivent être libres, tous les individus ne sont pas nécessairement capables d'en être des acteurs rationnels et efficaces. D'où la nécessité d'empêcher l'accès aux pays à QI élevé à certains types de migrants.

Bien que la grossièreté des arguments de Brimelow ne soit guère une bonne publicité pour l'intelligence blanche qu'il cherche à préserver, la parution d'*Alien Nation* représente une étape importante dans le "nouveau fusionnisme" des courants libertariens, xénophobes et suprémacistes de la droite américaine. En 1999, Brimelow compense son exclusion des médias grand public en fondant VDARE, un site web qui devient rapidement une référence pour les

⁹ <https://www.splcenter.org/resources/extremist-files/peter-brimelow/>

auto-proclamés "réalistes en matière de race" et les défenseurs de la fermeture des frontières. En 2024, Brimelow est contraint de suspendre VDARE suite à une enquête ordonnée par le procureur général de l'État de New York, Letitia James, qui remet en cause son statut d'organisation caritative. Toutefois, l'esprit de VDARE perdure tant au sein du parti républicain, qu'au cœur de la Maison Blanche.

Chapitre 4

La circulation des biens : éloge des tarifs douaniers



Robert Lighthizer

Né en 1947, Robert Lighthizer est un avocat spécialisé dans le droit commercial international. Il a travaillé, alternativement, dans des cabinets d'avocats privés et en tant que fonctionnaire pour deux administrations républicaines. Nommé représentant adjoint au Commerce par Ronald Reagan lors de son premier mandat, il retrouve ce poste - sans la qualité d'adjoint - trois

décennies plus tard, lorsque Donald Trump accède pour la première fois à la Maison Blanche.

Lighthizer est connu pour ses positions agressives en matière de commerce international, notamment en raison des accusations de pratiques commerciales déloyales qu'il a formulées contre le Japon dans les années 1980, puis contre la Chine dans les années 2010 - accusations qui ont pris la forme de poursuites engagées au nom d'entreprises étatsuniennes lorsqu'il travaillait dans le privé, et qui sont à l'origine de sa fortune. Néanmoins, Robert Lighthizer est plus qu'un simple protectionniste convaincu. Selon lui, l'objectif des droits de douane n'est pas d'atteindre une forme d'autarcie, mais, paradoxalement, de réussir à maintenir marchés ouverts et libre-échange dans des conditions qu'il juge équitables pour les entreprises et les travailleurs américains. Raison pour laquelle il fut invité par Donald Trump à rejoindre sa première administration en 2017.

Ce que le 45^e président des États-Unis appréciait chez son représentant au Commerce d'alors, c'était que ses convictions reflétaient les siennes : les États-Unis sont exploités par d'autres pays, y compris ses plus proches alliés. En outre, il appréciait la conviction de Lighthizer que les tarifs douaniers, s'ils sont utilisés de manière judicieuse et intransigeante, peuvent servir de substitut aux impôts. Une solution gagnant-gagnant s'il en est, du point de vue de Donald Trump. À l'entame de son second mandat, le président a même suggéré de créer un Service des Recettes Extérieures (External Revenue Service, ERS) qui percevrait les revenus tarifaires et compenserait ce que son agence sœur, l'IRS (Internal Revenue Service), ne serait plus en mesure de fournir en raison des réductions d'impôts massives.

Fait remarquable, Robert Lighthizer n'occupe pas, pour l'instant, de poste au sein de l'administration actuelle, alors que les droits de douane et la promesse de relocaliser, et de relancer, les industries américaines grâce à eux ont pris davantage d'importance encore dans le

programme de Trump 2.0. Mais malgré sa probable déception, l'ancien représentant américain au Commerce demeure un fervent défenseur de la politique commerciale de Donald Trump : "Je soutiens fermement les mesures prises aujourd'hui par le président", a déclaré Lighthizer à propos du 'jour de la Libération'. "Les politiques commerciales inefficaces de notre pays ont eu des effets dévastateurs sur nos travailleurs. Associer un tarif douanier de 10 % appliqué à tous les pays avec des taux plus élevés pour ceux qui affichent des excédents plus importants est exactement ce dont nous avons besoin pour revitaliser nos industries manufacturières, restaurer des emplois bien rémunérés et relancer l'Âge d'or de l'Amérique."¹⁰

¹⁰ <https://www.americafirstpolicy.com/issues/ambassador-robert-lighthizer-applauds-liberation-day>

Assouplissement quantitatif

L'assouplissement quantitatif est un type de politique monétaire non conventionnelle, qui consiste pour une banque centrale à acheter des actifs financiers, de préférence des obligations d'État, aux banques privées afin de stimuler l'activité économique lorsque les méthodes traditionnelles ne sont plus efficaces – par exemple, lorsque les taux d'intérêt ne peuvent pas être abaissés parce qu'ils sont déjà proches de zéro. Utilisé pour la première fois par la banque centrale japonaise en 2001 pour lutter contre la déflation, l'assouplissement quantitatif a été adopté par la Banque centrale européenne, la Banque d'Angleterre et la Réserve fédérale américaine pour limiter les effets de la crise financière de 2008 sur l'économie. Cependant, l'utilisation massive de cette pratique s'est révélée propice à des inégalités encore plus importantes qu'à l'époque de la "Grande Modération" qui a précédé et conduit à l'effondrement.

En théorie, l'assouplissement quantitatif actionne plusieurs leviers censés stimuler l'économie et créer de l'emploi. Premièrement, les banques centrales achètent des actifs aux banques avec de la monnaie centrale nouvellement créée, ce qui augmente les réserves monétaires des banques et devrait les encourager à prêter aux consommateurs et aux entreprises, stimulant ainsi la croissance du crédit et la consommation. Deuxièmement, les obligations d'État sont rachetées, ce qui accroît la demande pour elles : leurs prix vont donc augmenter tandis que leurs rendements diminuent, et comme leurs rendements sont une approximation des taux d'intérêt nationaux, une demande accrue d'obligations du Trésor devrait entraîner une baisse des coûts d'emprunt dans l'ensemble de l'économie. Troisièmement, lorsque les banques centrales achètent des actifs financiers autres que des obligations d'État, les prix de ces actifs grimpent, ce qui devrait inciter leurs propriétaires à dépenser davantage. Quatrièmement, comme les banques centrales retirent une grande partie des obligations d'État du marché, les investisseurs devraient être encouragés à acheter des actifs financiers autres que les obligations d'État, ce qui pourrait faire monter leurs prix et abaisser encore davantage leurs taux d'intérêt, en raison de l'augmentation de la demande. Enfin, l'augmentation globale de la masse monétaire peut affaiblir la monnaie, rendant les exportations moins chères et augmentant ainsi la demande de biens produits dans le pays.

Néanmoins, au cours de la dernière décennie, la réponse des investisseurs à l'assouplissement quantitatif a été de se concentrer sur les marchés de la dette des entreprises, créant une opportunité pour les sociétés cotées en bourse d'utiliser des techniques d'effet de levier pour augmenter leurs valorisations boursières, et favorisant ainsi les gains en capital pour les sociétés de capital-investissement. Grâce à la flambée des prix des actifs, les détenteurs d'actions ont vu leur fortune grimper en flèche, sans que cela s'accompagne de la création d'emplois et d'un accès au crédit facilité pour les classes populaires contrairement à ce qui était annoncé dans le projet initial. Les nouvelles classes de millionnaires, de milliardaires et de centi milliardaires sont un héritage de l'assouplissement quantitatif : leur richesse a augmenté, parfois doublé, grâce à ce que l'on pourrait appeler l'inflation des actifs financiers.

Chapitre 5

La conjuration de l'inflation : l'or et les cryptomonnaies

La fièvre de l'étalon-or

Dans le système de l'étalon-or, mis en place dans les années 1870 et progressivement abandonné après la Grande Dépression des années 1930, l'unité monétaire est définie en référence à un poids fixe d'or. La quantité de monnaie émise par la banque centrale est donc strictement limitée par ses réserves d'or. Ce système monétaire international permet de maintenir un taux de change fixe et donc de faciliter les échanges entre les pays, mais il impacte considérablement les économies nationales en temps de crise. À l'inverse des politiques monétaires actuelles qui, pour assurer une stabilité des prix, jouent sur la quantité de monnaie disponible, dans le système de l'étalon-or, c'est le niveau général des prix – et donc des salaires – qui s'ajuste à la quantité d'or disponible, entraînant un degré très élevé de flexibilité et une pression permanente à la baisse générale des prix – et donc des salaires.

Alors pourquoi les extrêmes droites occidentales réclament-elle si ardemment un retour à l'étalon-or ? Que la soutenabilité d'un tel système en 2025, où la quantité d'or disponible ne parviendrait d'aucune manière à suivre la croissance du PIB mondial, importe peu. Ce qui compte, c'est le symbole. Comme Keynes l'écrivait déjà en 1923, "l'or bénéficie encore du prestige de son odeur et de sa couleur"¹¹. Certains "auripatriotes", comme les appelle Quinn Slobodian, placent même un enjeu civilisationnel dans ce métal précieux. Ainsi Dirk Driesang, ancien député AfD, écrivait-il en 2014 : "Les effets fatals de la fausse monnaie sur notre société et notre politique, notre famille et nos valeurs, sont destructeurs et sapent les fondements de notre civilisation ainsi que notre culture occidentale"¹². La campagne "Bring our gold home" lancée par le parti nationaliste allemand sera ainsi rapidement imitée par nombre de groupes d'extrême droite à travers toute l'Europe. "Les lingots d'or appartiennent au peuple !", clament alors de concert Marine Le Pen et Matteo Salvini, tandis qu'outre-Atlantique le Tea Party accuse le gouvernement d' "avilir" le dollar en n'adossant pas le billet vert à l'or et de pratiquer ainsi un "socialisme monétaire".

Tous vendent à leurs électeurs une sortie d'un système monétaire géré par les États, aux mains desquels il serait bon de passer des "menottes en or", selon l'expression de l'économiste Barry Eichengreen, pour mettre fin à leur excès de pouvoir. "L'extrême droite a depuis longtemps compris le pouvoir des symboles, écrit Quinn Slobodian. L'or est le réceptacle naturel de la valeur qui renvoie à une époque où la finance et le commerce n'étaient pas encombrés par des institutions supranationales telles la Banque centrale européenne et la Réserve fédérale

¹¹ J.M.Keynes, *La Réforme monétaire*, Éditions Du Sagittaire, 1923

¹² Q. Slobodian, "[Why is the far right obsessed with gold ?](#)", *The New Statesman*, 6 mars 2019

américaine¹³." Ce que les nationalistes font miroiter à leurs partisans n'est pas simplement une valeur refuge en temps d'incertitude, ni la domination naturelle d'une civilisation apte à perpétuer sa surpuissance en s'appropriant les richesses du sol à travers le monde, mais également un anti-establishment aux reflets dorés.

Cryptomonnaies

Les cryptomonnaies sont des monnaies digitales adossées à un système de certification de la propriété appelé *blockchain*. Ce système est décentralisé, c'est-à-dire que les transactions sont certifiées par des pairs (on parle de *peer-to-peer technology*) et non par les institutions traditionnelles de garantie de la propriété (États, banques, assurances). Les transactions, lorsqu'elles sont effectuées directement sur la *blockchain*, sans l'intermédiaire d'une plateforme d'échange, sont réalisées grâce à une technique cryptographique de chiffrement à double clé.

La complexité de ce fonctionnement technique fait partie du mythe des cryptomonnaies. Mythe largement entretenu par leurs défenseurs et par les acteurs de cette industrie, qui font feu de tout bois pour attirer de nouveaux adeptes, tantôt titillant la méfiance collective en prétendant que les cryptomonnaies permettent d'échapper aux institutions traditionnelles, tantôt suscitant de l'espoir en rappelant les possibilités d'enrichissement rapide qu'elles permettent. Ces promesses se confrontent toutefois à la réalité, autant celle des marchés – qui dit grandes opportunités de gain, dit égales possibilités de pertes – que celle de la croissante réglementation encadrant ces actifs et de leur intégration progressive dans le système financier traditionnel.

De nombreux lobbies arguent que les cryptomonnaies permettraient aux personnes non bancarisées d'accéder à un niveau de vie bien supérieur à celui qui leur est permis par les institutions traditionnelles. Pourtant, la plupart des plateformes d'échange – dont les plus populaires – requièrent un compte bancaire afin d'effectuer un versement initial et avoir accès au marché des cryptoactifs. Derrière l'entretien d'un mythe d'exceptionnalité des cryptomonnaies, leurs conditions d'utilisation sont de plus en plus semblables à des actifs plus traditionnels, et leurs usages sont pour la plupart purement spéculatifs. Cependant, c'est précisément cette mythologie à deux faces – celle d'une culture cyberpunk via laquelle s'affranchir des systèmes de paiement traditionnels, et celle d'un actif financier permettant de devenir millionnaire du jour au lendemain –, qui rend les cryptomonnaies si centrales dans l'imaginaire anti-establishment promu par l'administration Trump et ses acolytes paléo-libertariens.

¹³ *Ibid*

Chapitre 6

Du corsetage de la souveraineté au privilège de l'exécutif

The Heritage Foundation et le Projet 2025

Créée en 1973 par Paul Weyrich, Edwin Feulner et Joseph Coors, The Heritage Foundation est un think tank conservateur majeur aux États-Unis. Basée à Washington, D.C., elle est rapidement parvenue à faire franchir à ses stratégies politiques les portes du Congrès et de la Maison Blanche.

C'est sous l'administration Reagan, que l'influence de la Fondation a commencé à être déterminante pour l'avenir du pays, notamment avec la publication de son premier "Mandate for Leadership" en 1981, un guide abondant de recommandations détaillées en matière de déréglementation, de limitation de l'entremise étatique, émaillé de valeurs traditionalistes et enracinant les prémices de la théorie de l'exécutif unitaire. L'intérêt marqué du gouvernement républicain d'alors pour ses idées ont conféré à la Heritage Foundation une aura instigatrice qui n'a fait que croître au cours des décennies suivantes.

Le Projet 2025 - publié en 2023 dans l'optique d'orienter la campagne du futur résident du Bureau ovale, pour peu qu'il soit républicain - est le neuvième volume de la série "Mandate for Leadership". Il propose une stratégie pour renforcer le pouvoir exécutif et démanteler la bureaucratie prétendument « woke ». Chaque chapitre, rédigé par un expert - ou désigné comme tel - se concentre sur un département du gouvernement américain ou une agence fédérale. L'essence de l'exercice étant de mettre en lumière l'inefficacité de ces offices et d'offrir des solutions pour les rendre, enfin, opérants et vecteurs de valeurs conservatrices. Pour certains, dont la condition est trop dégradée, The Heritage Foundation en préconise purement et simplement la suppression, comme c'est le cas pour les Secrétariats à l'Éducation ou à la Sécurité intérieure.

De manière générale, le Projet 2025 montre une certaine appétence pour la suppression : celle des programmes d'assurance maladie Medicare et Medicaid ; celle des programmes de Diversité, Équité, Inclusion ; celle des immigrants clandestins du territoire américain par le biais d'expulsions massives ; ou encore celle de l'avortement et du contrôle des naissances au moyen de leur criminalisation. Quant aux impôts sur les sociétés et les plus-values, s'ils ne sont pas supprimés, au moins doivent-ils être drastiquement réduits. Certains secteurs cependant, se doivent d'être épargnés, voire encouragés, comme les énergies fossiles par exemple.

Russell Vought, Peter Navarro, Brendan Carr, qui ont tous rédigé un chapitre du Projet 2025, font désormais partie de l'administration Trump 2.0. Dix-huit autres contributeurs ont participé à Trump 1.0, que ce soit au sein de l'administration, de l'équipe de transition ou de campagne.



Curtis Yarvin

Curtis Yarvin est un informaticien – même s’il a abandonné ses études supérieures pour rejoindre une entreprise de la tech –, mais il est surtout un blogueur très populaire dans l’écosystème de l’extrême droite. Sous le pseudonyme de Mencius Moldbug, il a publié sur son blog – intitulé *Unqualified Reservations* – de 2007 à 2014 et publie aujourd’hui un Substack appelé *Gray Mirror*, qu’il a lancé en 2020.

Protégé de Peter Thiel et de Marc Andreessen – qui ont financé son projet Urbit, un serveur personnel et un réseau peer-to-peer lancé en 2013 – Yarvin cherche à moderniser la tradition paléo-libertarienne de Ludwig von Mises, Murray Rothbard, Lew Rockwell et

Hans-Hermann Hoppe pour l’adapter aux goûts des milliardaires de la tech et des incels qui rêvent de leur ressembler. Il reprend donc à son compte les déclarations de Hoppe sur la faillite de la démocratie – son *Manifeste formaliste* de 2007 qualifie celle-ci de “système de gouvernement inefficace et destructeur” qui provoque irrévocablement guerre et violence sans apporter la liberté aux citoyens – et propose de la remplacer par le régime autocratique propre aux entreprises mutantes telles que X, Meta ou Amazon.

Tout aussi épris des entrepreneurs tout-puissants de la tech d’aujourd’hui que des monarques absolus des débuts de l’ère moderne, Yarvin ne se repaît pas seulement de fantasmes préadolescents sur les fusées et les rois. Ce que lui et son alter ego – le philosophe amateur Nick Land, tenant de “l’accélérationnisme effectif” – appellent “les Lumières sombres” ou la néoréaction consiste à faire l’éloge d’une société divisée en un PDG/monarque, des actionnaires/courtisans riches mais soumis, des consommateurs dociles parce que satisfaits, des travailleurs asservis et étroitement contrôlés, et enfin une sous-classe composée de personnes racialement inférieures qui, à défaut d’être expulsées ou éliminées, seraient détenues indéfiniment.

Pour que son projet devienne réalité, Curtis Yarvin estime qu’il faut rendre gorge à la “Cathédrale” – à savoir un conglomérat formé d’universités d’élite, de médias libéraux, d’agences de l’État profond, d’intellectuels woke et de militants syndicaux ou associatifs. Jusqu’à récemment, le légataire autoproclamé de la tradition paléo-libertarienne pensait que seul un coup d’État pourrait arracher le peuple américain à l’emprise néfaste des idéologues progressistes. Cependant, le retour au pouvoir de Donald Trump lui a donné l’espoir qu’une transition plus douce était possible pour passer de l’état actuel de corruption démocratique à une république actionnariale dirigée par un PDG-roi enfin compétent. Les licenciements massifs de fonctionnaires de l’État profond par le DOGE d’Elon Musk et la déportation de migrants non-blancs par la police des frontières (ICE) sont autant de signes de bon augure à cet égard.

Tout aussi encourageant est le fait que Yarvin lui-même est désormais reconnu comme un penseur important, non seulement par Peter Thiel et Mark Andreessen, mais aussi par des membres de haut rang du camp MAGA, tels qu'Elon Musk, Steve Bannon et J.D. Vance.

Si l'influence des élucubrations de Curtis Yarvin sur les milliardaires et les politiciens d'extrême droite est évidemment alarmante, ce qui est véritablement déplorable, c'est la propension de certains membres de ce qu'il appelle la "Cathédrale" à le tenir pour un interlocuteur légitime. Ainsi, après avoir été interviewé par le *New York Times* en janvier 2025, le blogueur a plus récemment été invité à débattre avec la politologue Danielle Allen à l'université de Harvard. Comme le disait naguère l'historien français Pierre Vidal-Naquet, il est aussi peu recommandable de discuter de démocratie avec des fascistes – même idiots, pourrait-on ajouter – que de partager des recettes de cuisine avec des cannibales.

Chapitre 7

Nostalgie et technofuturisme



Howard Lutnick

Howard Lutnick est le secrétaire au Commerce de Trump. Suite à sa confirmation, il a quitté son poste de PDG de la banque d'investissement Cantor Fitzgerald et de l'entreprise de service financier BGC Group. Lutnick est un fervent défenseur des cryptomonnaies et Cantor Fitzgerald est la banque de Tether, le plus important stablecoin au monde.

Contributeur majeur à la campagne de Trump, le secrétaire au Commerce connaît le président américain depuis de nombreuses années, ayant même participé à une saison de *The Celebrity Apprentice* en 2008. Lutnick qualifie sa relation de longue date avec Donald Trump de "superpouvoir". Connu pour sa loyauté sans faille envers son patron, on lui prête également d'avoir inspiré certaines des

idées les plus extravagantes de Trump, dont la prise de contrôle du canal de Panama et la création d'un visa "Gold Card" qui accorderait aux étrangers – même s'ils ne sont pas Afrikaners – le statut de résident légal aux Etats-Unis pour la somme de 5 millions de dollars.

En tant que secrétaire au Commerce, Howard Lutnick – qui en veut à Scott Bessent d'avoir obtenu le poste qu'il convoitait – a été, aux côtés de Peter Navarro, le plus ardent défenseur des tarifs douaniers célébrés par Donald Trump comme l'instrument de la "libération". La manière dont il a soutenu le combat de son patron pour un "commerce équitable" rappelle néanmoins "l'histoire du chaudron emprunté" de Sigmund Freud : un homme accusé par son voisin de lui avoir rendu son chaudron endommagé prétend d'abord qu'il n'était pas endommagé lorsqu'il l'a rendu, ensuite qu'il était déjà endommagé lorsqu'il l'a emprunté, et enfin qu'il ne l'a jamais emprunté. De même, Lutnick a successivement (1) nié que les droits de douane augmenteraient les prix pour les consommateurs américains, (2) affirmé qu'une période d'inflation, voire une récession, étaient des sacrifices inévitables, et (3) que la plupart, si ce n'est tous les partenaires des États-Unis, concluraient bientôt un accord avec l'administration Trump, ce qui rendrait les droits de douane inutiles.



Scott Bessent

Scott Bessent, actuel secrétaire au Trésor des États-Unis, n'avait pour toute expérience politique que la collecte de fonds qu'il a organisée pour Al Gore en 2000 avant d'intégrer l'administration Trump. En tant que gestionnaire de fonds spéculatifs, il a toutefois une certaine expérience des gouvernements, puisqu'on lui doit d'avoir "cassé" la Banque d'Angleterre en pariant contre la livre sterling en 1992. À l'époque, il était partenaire du Soros Management Fund et donc associé de Georges Soros, dont les activités philanthropiques figurent parmi les principales cibles des campagnes anti-woke du

MAGA, et dont le nom constitue un déclencheur de la haine antisémite au sein du mouvement.

Lorsqu'il quitte le Soros Management Fund, Scott Bessent cofonde, en 2015, le Key Square Group. C'est là qu'il embrasse plus résolument les causes libertariennes chères à la communauté des fonds spéculatifs. En 2024, il figure parmi les plus grands soutiens financiers de Donald Trump, faisant don d'un million de dollars au MAGA Super PAC et de 100 000 dollars à Right for America, un autre Super PAC trumpiste. Il organise également deux collectes de fonds pour sponsoriser la campagne du candidat républicain, l'une chez lui à Greenville, en Caroline du Sud, qui permet de récolter près de 7 millions de dollars, et l'autre à Palm Beach, en Floride, qui lève 50 millions de dollars.

Lors de son audition de confirmation, Bessent a fait l'éloge de la politique fiscale qu'il a été chargé de mettre en œuvre, et bien qu'il ne soit pas taillé pour le rôle, il s'est efforcé de lui donner une coloration populiste : "Si nous ne renouvelons pas ces réductions d'impôts, prévient-il, nous serons confrontés à une calamité économique et, comme toujours, à une instabilité financière qui touchera avant tout les classes moyennes et ouvrières".

Le "jour de la libération", la frénésie tarifaire de Donald Trump met Bessent visiblement mal à l'aise. Malgré tout, il s'applique discrètement à réconcilier les positions mercantilistes de son patron avec les préférences de Wall Street. D'où le discours, soigneusement élaboré, qu'il livre le 23 avril 2025, lors de la réunion de printemps du FMI, devant les représentants des principaux partenaires des États-Unis. Cherchant à les rassurer, il insiste sur le fait que le but de l'administration Trump n'est pas de détruire, mais plutôt de réformer les institutions internationales tels que le FMI et la Banque mondiale : "L'Amérique d'abord ne signifie pas l'Amérique seule", soutient-il.

Dans le même temps, Scott Bessent n'a pas manqué de rappeler à son auditoire que l'heure était venue pour le FMI et la Banque mondiale de "prendre du recul par rapport à leurs programmes tentaculaires et non ciblés qui ont étouffé leur capacité à remplir leurs missions fondamentales". Autrement dit, le FMI doit cesser de consacrer "un temps et des ressources disproportionnés au

changement climatique, au genre et aux questions sociales", tandis que "la Banque mondiale doit répondre aux priorités et aux besoins énergétiques des pays en se concentrant sur des technologies fiables, aptes à soutenir la croissance économique, plutôt que de chercher à atteindre des objectifs de financement de la préservation du climat qui ne font que créer des distorsions".

Chapitre 8

Le catch comme allégorie du trumpisme

La culture catch de Donald Trump

Nombreux sont les présidents américains ayant revendiqué publiquement leur sport préféré, tel Barack Obama et sa passion pour le basketball. Donald Trump ne déroge pas à la règle à l'exception notable que "son" sport n'en est pas vraiment un. Matches truqués, violence physique et verbale scénarisée, public manipulé pour son plus grand plaisir, le catch est bien plus un spectacle qu'une réelle discipline sportive. Pilier de la culture populaire américaine, cette farce sous stéroïdes, où tous les coups sont permis au royaume du "fake", a connu un nouveau souffle dans les années 1980 grâce à la télévision câblée. Lors de ses retransmissions en pay-per-view où manchettes à la gorge et cassages de tabourets sur la tête sont légion, Donald Trump fut, dès les premières années, assis au premier rang, la caméra ne manquant d'ailleurs jamais de s'attarder sur lui. Son ancien casino d'Atlantic City fermé en 2014, le fameux Trump Plaza avait même accueilli, en 1988 et 1989, le Wrestlemania, plus grand rendez-vous annuel de catch.

À l'origine de ces grands messes cathodiques, où fiction et réalité se confondent, se trouve un homme : Vince McMahon, président de la WWE (World Wrestling Entertainment), entreprise de promotion du catch fondée par son grand-père dans les années 1950. Héritier au même titre que l'actuel POTUS, Vince McMahon entretient un compagnonnage de longue date avec ce dernier. En 2007, cette amitié fut célébrée en grandes pompes lors d'un événement baptisé "La bataille des milliardaires". Les magnats s'affrontaient par catcheurs imposés, avant d'improviser un combat entre eux. Donald Trump mettait soudainement à terre son ami avant de simuler une série de coups de poings au visage. Ferveur extatique du public, comme des commentateurs.

Vince McMahon n'a depuis lors cessé de soutenir – notamment financièrement – les ambitions politiques de l'actuel résident du Bureau Ovale. Tandis que sa femme, Linda McMahon, est passée, en quelques années, du bureau de la direction de la WWE à la tête du ministère de l'Éducation nationale, après avoir été en charge des petites entreprises lors du premier mandat de Trump. Mais les McMahon sont loin d'être les seules grandes figures du catch à graviter dans la galaxie Trump ou à avoir donné de leur personne pour électriser les foules lors des meetings du candidat, ils ont notamment été rejoints par les anciennes supers stars du ring Hulk Hogan, Kane (maire du comté de Knox depuis 2018) ou encore Mark Calaway.

Au-delà de cette coterie, les traits communs entre le cérémonial propre au catch et le modus operandi de Trump en politique sont manifestes, comme l'ont souligné nombre d'articles dès la présidentielle de 2016. Un terme spécifique à la discipline est, à ce titre, particulièrement

révélateur : le "kayfabe", soit le contrat tacite qui lie fans et catcheurs autour du "vrai-faux". Faire semblant d'y croire afin de ne surtout pas briser la magie, et donc le frisson. L'émotion, l'action et la passion priment sur toute vérité, comme l'avait déjà souligné Roland Barthes dans le chapitre "Le monde où l'on catche" de son livre *Mythologies*, en 1957. Ainsi, Donald Trump partage cette obsession du catcheur : que l'attention soit braquée sur lui en permanence via d'incessants artifices et phrases choc afin que le public ne s'ennuie jamais. L'essentiel étant le spectacle, donner à voir plutôt qu'à croire. Et puis, comme il le disait avoir après avoir surjoué l'intimidation comme sur un ring de WWE face à Volodymyr Zelensky : cela fait "de la bonne télé".